41e FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

La «foire» a réellement débuté hier

Ce n'est qu'hier, soit avec trois jours de retard, que la 41e Foire internationale d'Alger a débuté. Outre cet ajournement inexpliqué, ce sont les questions d'ordre sécuritaire qui préoccupent également les exposants.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Depuis quelques jours, la zone des Pins-Maritimes est sûrement la plus protégée d'Algérie. Ce dispositif, déjà exceptionnel, aurait été renforcé suite aux derniers attentats qui ont frappé la caserne de la Garde républicaine de Mohammadia et celui qui a ciblé le convoi de la société Razel.

Ces deux actes ont, bien évidemment, eu une répercussion sur les exposants étrangers qui participent à la 41e Foire internationale d'Alger, notamment parmi les représentants d'entreprises françaises. «L'assassinat de l'ingénieur de Razel a été vécu comme un véritable drame. Cette nouvelle nous a tous choqués, surtout ceux qui sont là pour la première fois», avoue un patron de la région parisienne. Lundi soir, à l'occasion de la soirée France qui s'est déroulée sur le *Tonnerre*, bâtiment de guerre qui fait escale au port d'Alger, André Bajolet a tenu à remonter le moral de ses compatriotes. «L'ambassadeur de France est revenu sur les circonstances tragiques de cet attentat et a insisté sur la nécessité de poursuivre les échanges avec l'Algérie. Mais je crois que les exposants n'avaient pas besoin de ce message car ils connaissent bien la réalité algérienne. Aujourd'hui, le terrorisme est un phénomène transnational et nous devons nous y faire», a indiqué pour sa part Kader Kheroua, directeur adjoint de la Chambre de commerce et d'industrie en Algérie et co-directeur du pavillon France à la 41e FIA. Malgré cette situation difficile et les informations faisant état du départ de personnels expatriés de certains groupes industriels français, notre interlocuteur se veut optimiste : «La quasi-totalité des exposants de notre pavillon sont des PME. Ces entreprises n'ont pas la même logique que les grands groupes. On peut même dire qu'en s'installant en Algérie, le patron de PME n'a même pas de statut d'expatrié. Il est là, comme tout le monde, pour travailler dur.» Du côté du pavillon portugais, invité d'honneur de cette FIA, on est plutôt circonspect. «Le Portugal est un pays très calme. La situation est tout autre ici. Il y a des barrages et des policiers partout. Mais je dois dire que cette démonstration de force est rassurante. Cela veut dire que le question sécuritaire est prise très au sérieux», note Paulo Carvalho, commercial pour Senda, une entreprise d'équipements sanitaires. Au pavillon canadien, c'est la «zen attitude». «Les attentats terroristes ? Il n'y en a pas qu'à Alger. Il y en a eu aussi à New York et à Londres», précise Marc Lavigne, représentant du groupe agroalimentaire Belle-Fontaine. En fait, les déplacements de ressortissants canadiens en Algérie ne sont soumis à aucune restriction. «Pour notre administration, l'Algérie n'est pas considérée comme un pays à risques», indique Marc Lavigne. Au-delà des aspects sécuritaires, les exposants étrangers ne comprennent toujours pas les raisons du retard dans l'ouverture officielle de la 41e FIA. «C'est un problème incompréhensible. Certains exposants ont menacé de partir tandis que d'autres envisagent d'exiger le remboursement des jours perdus. Certains disent que cet ajournement est à mettre sur le compte de l'agenda du président de la République. Mais le chef de l'Etat aurait tout aussi bien clôturé cet événement», souligne Kader Kheroua. Toujours aussi zen, Marc Lavigne prend la chose du bon côté. «Il n'est pas commode d'attendre trois jours à ne rien faire. Mais rien n'est perdu, puisque entre exposants nous avons trouvé le temps de ressauter (prendre contact)», assure Marc Lavigne.

T. H.

PRÉSENTE AVEC 27 ENTREPRISES

La Belgique souhaite se repositionner sur le marché algérien

Les entreprises belges souhaitent renforcer leur présence et se repositionner sur le marché algérien qu'elles ont abandonné durant les dix dernières années. C'est ce qui ressort d'une conférence de presse organisée hier par la représentation commerciale belge en Algérie en marge de la 41e Foire internationale d'Alger.

F.-Zohra B. - Alger (Le soir) - La Belgique est présente à la 41e Foire internationale d'Alger avec 27 entreprises dont 14 sont déjà présentes sur le marché algérien. Les 13 autres qui participent pour la première fois à la manifestation sont là, expliquera Mme Kathlijn Fruithof, secrétaire d'ambassade, pour «tester le marché algérien». Les membres de la représentation commerciale de l'ambassade de Belgique préciseront que le marché algérien est perçu comme étant en pleine croissance par les entreprises belges qui «ont toujours cherché à développer leur coopération avec les opérateurs algériens».

Ainsi, les exportations belges vers l'Algérie ont atteint 759 millions d'euros en 2007, ce qui représente une hausse de 36% par rapport à 2006 (556 millions d'euros). Elles sont composées, selon l'ambassade de Belgique, de machines-outils de l'ordre de 20%, d'animaux vivants et de produits de règne animal ainsi que des produits chimiques et de métaux. La Belgique se classe ainsi au 10e rang des exportateurs vers l'Algérie et a importé pour 13 milliards d'euros de produits algériens en 2007. La majeure partie de ces importations, soit 98%, correspond à des produits pétroliers. «Notre stratégie vise à participer plus activement à des foires spécialisées afin de cibler un public professionnel… La participation à la FIA demeure cependant l'activité-phare de la promotion commerciale», expliquent les membres de la représentation commerciale belge à Alger. Les entreprises misent notamment sur la particularité géographique de leur pays qui constitue, selon eux, un atout dans l'attraction d'investissements étrangers en Belgique. D'importantes entreprises belges sont, de ce fait, présentes à la 41e FIA dont l'entreprise VAN HOOL pour la fabrication de bus qui entretient une coopération avec l'Etusa. Au total plus de 600 bus de la marque belge circulent en Algérie. Cette flotte devrait se renforcer dans les prochaines années selon les besoins de l'Etusa. Dans le cadre de la protection de l'environnement, dix bus fonctionnant au gaz naturel ont été livrés par l'entreprise. Ceci alors que la Belgique s'est lancée dans un projet d'envergure par le biais de Total Petro Chemicals. Il s'agit de la réalisation à Arzew d'une usine de transformation du gaz pour le secteur de l'emballage.

L'investissement est de l'ordre de 3,5 milliards de dollars américain, selon M. Karel Tousseyn, secrétaire d'ambassade. L'usine devrait démarrer sa production en 2012 où 8 000 employés seront recrutés prochainement pour la réalisation de cette unité industrielle.

F.-Zohra B.

Remise du prix de la Plume libre 2008 : le programme

Le prix Benchicou de la Plume libre 2008 sera remis le samedi 14 juin, Journée de la Plume libre, à 11h00 à la Maison de la culture de Tizi-Ouzou. Il distinguera l'un des pères du journalisme algérien indépendant, Bachir Rezzoug, et le journaliste tunisien emprisonné, Slim Boukhdir.

Les amis de la presse libre sont conviés à la cérémonie.

Programme :

- 8h30 : RDV à la Maison de la presse ;
- 9h : Dépôt de gerbe de fleurs à la mémoire des victimes du 14 juin 2001 ;
- 11h : Remise du prix à la maison de la culture Mouloud-Mammeri et allocutions
- 11h30 – 13h : Débat
- 13h : Collation.

Jeudi à 15h, Benchicou signe son livre à Constantine

Poursuivant ses rencontres avec le public à la faveur de la sortie de son recueil de poèmes de prison : *Je pardonnerai*, Mohamed Benchicou sera jeudi 12 juin à Constantine où il signera ses deux récents ouvrages.

L'auteur entamera ensuite une tournée en Kabylie. A Tizi-Ouzou, il doit remettre le prix de la Plume libre 2008, le samedi 14 juin, et signer les deux livres. Il animera une conférence le 18 juin sur «la presse et l'impunité» à l'occasion du 7e anniversaire du Printemps noir.

Programme :

Constantine : jeudi 12 juin à 15h à la Librairie Média Plus
Tizi-Ouzou : samedi 14 juin - Maison de la culture
Alger : jeudi 19 juin - Librairie Mille-feuilles

FADÉLA AMARA AU *SOIR D'ALGÉRIE :*

«L'immigration choisie est une dérive que la France doit éviter»

La secrétaire d'Etat française à la politique de la ville, Fadéla Amara, a participé hier aux travaux du séminaire international sur la gestion immobilière, à l'invitation du ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme. Dans cet entretien express, elle nous livre ses sentiments sur les relations algéro-françaises et sur la politique française sur la question de l'immigration choisie.

Propos recueillis par Rosa Mansouri

Le Soir d'Algérie : Quel est l'objectif de votre participation au séminaire d'aujourd'hui ?

Fadéla Amara : Je tiens à préciser que ma participation répond, avant tout, à une invitation amicale du ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme.

L'Algérie aujourd'hui fait face à un défi extraordinaire en matière de construction de logements. Si je suis là, c'est pour témoigner des belles choses réalisées par mon pays dans ce domaine, mais surtout pour prévenir et avertir des choses à ne pas faire, comme construire des grands ensembles d'habitations qui sont aujourd'hui la source de problèmes en France et qui l'ont menée à une explosion sociale. L'Algérie doit continuer son programme de [illegible] ment extérieur pour que les villes nouvelles soient harmonieuses. Ma présence à ce séminaire témoigne de la volonté de mon pays à faire profiter l'Algérie de son expérience par un partenariat renforcé sur les volets de l'expertise, la logistique et la formation.

Pensez-vous qu'il y a des similitudes entre les cités algériennes et les cités françaises ?

Non. Je ne pense pas que l'Algérie soit dans une situation critique aussi importante que celle connue depuis quelques années par les cités des banlieues françaises. L'Algérie n'est pas à ce stade.

Il y a une prise de conscience du gouvernement algérien pour éviter d'atteindre cette situation, dans la manière de penser les villes nouvelles. C'est ce que j'ai constaté à l'occasion de [illegible]

Les relations algéro-françaises ne sont pas actuellement au beau fixe. Le manque de clarifications sur le projet de l'Union pour la Méditerranée (UPM) complique ces relations. Qu'en dites-vous ?

Ma conviction est le suivante : entre l'Algérie et la France, il y a une véritable histoire d'amour. L'Algérie est un acteur essentiel et indispensable dans le projet de l'UPM. La France compte énormément sur son adhésion et son aide. C'est un projet politique qui n'est pas celui de la France ou de l'Europe. Il est écrit par plusieurs mains et chacun des pays participants aura son mot à dire sur ce projet.

Concernant toujours les relations entre les deux pays, pensez-vous que la France finira par se repentir ?

Je ne crois pas aux excuses. Il y a, par ailleurs, une volonté de reconnaître les crimes commis, pas la repentance. La France a eu un rôle négatif et dur en Algérie. Mon père fait partie, de cette génération qui, par la faute du colonialisme, n'a pas eu accès à l'éducation. Aujourd'hui, il faut laisser les historiens faire leur travail de mémoire, la vraie, assise sur des archives. A condition que ça soit des deux côtés.

Quelle est votre position face à la politique de Nicolas Sarkozy sur l'immigration choisie, actuellement exécutée par le ministre de l'Immigration, Brice Hortefeux ?

L'immigration choisie est une dérive que la France doit éviter. Il faut reconnaître que mon pays n'a jamais su gérer correctement l'immigration et d'ailleurs parmi les conséquences, ce qui se passe dans les banlieues. Alors que, principalement, la gestion des flux migratoires devrait se faire sur les bases de la tolérance. Néanmoins, le pacte établi par le ministre de l'Immigration avec les pays d'où proviennent des flux importants d'immigrants devait apporter des solutions positives. La France a fait part de ses besoins à ces pays afin que les personnes qui arrivent soient bien intégrées dans la société. Le pacte prévoit la signature d'un contrat avec chaque immigré et l'accueillera dans de bonnes conditions, dans la dignité. Nous ne sommes pas des piqueurs de cerveaux, non plus, comme le prétendent certains. Le pacte de Hortefeux est équilibré